

ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
Occupation au domaine public
16 Chemin des Valences
Du 23 au 27 février 2026

Le Maire de la commune de Vaux-sur-Seine,

Vu la loi n°82.213 du mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-1 à L.2213-2 ;

Vu le Code de la Route en vigueur et notamment les articles R.411-1 à R.411-9 sur les pouvoirs de police et de circulation, les articles R.417-1 à R.417-13 sur les arrêts et stationnements, les articles R.411-17 à R.411-24 sur les interdictions et les restrictions de circulation et les articles R.325-1 à R.325-46 sur les immobilisations et mises en fourrière ;

Vu le Code Pénal, notamment l'article R610-5 ;

Vu l'arrêté permanent général réglementant la circulation et le stationnement de la commune de Vaux-sur-Seine, portant le numéro 28/2023, en date du 23 février 2023 ;

Vu la délibération du conseil municipal, en date du 11 octobre 2022, relatif à la mise en place des tarifs d'occupation du domaine public ;

Considérant la demande de Monsieur LABERGERE Fabien concernant l'occupation au domaine public 16 Chemin des Valences à Vaux-sur-Seine, pour le stationnement d'une pelleteuse ;

Considérant que ladite occupation est payante, il y a lieu de réglementer celle-ci ;

ARRETE

Article 1 :

Du 23 au 27 février 2026, entre 09h00 et 16h00, le stationnement d'une pelleteuse devant la parcelle AE-582 sise 16 Valences à Vaux-sur-Seine, est autorisé.

Article 2 :

La pelleteuse devra laisser libre accès à la circulation des véhicules. En cas d'éventuelles dégradations suite à son passage, il reviendra au bénéficiaire du présent arrêté, d'effectuer la remise en état d'origine.

Article 3 :

Le demandeur devra s'acquitter d'une **redevance** pour ladite occupation de 15 euros par jour soit un montant de **75 euros** qui sera payable à réception de l'avis de paiement du Trésor Public.

Article 4 :

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera sanctionnée selon la réglementation en vigueur.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Commissaire, chef de la circonscription des Mureaux
- Madame la Directrice Générale des Services de la ville de Vaux-sur-Seine
- Madame la Responsable du service de Police municipale de Vaux-sur-Seine
- Monsieur LABERGERE Fabien, l'occupant

Chacun est chargé en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté.

Article 6 :

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication.

Fait à Vaux-sur-Seine, le 12 février 2026

**Le Maire,
Jean-Claude BRÉARD**

